

## AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

## COUR D'ARBITRAGE

[2005/200142]

## Extrait de l'arrêt n° 11/2005 du 19 janvier 2005

Numéro du rôle : 2871

*En cause* : le recours en annulation des articles 3, 4 et 9 du décret de la Région wallonne du 15 mai 2003 « modifiant le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement », introduit par l'a.s.b.l. Inter-Environnement Wallonie.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et A. Arts, et des juges P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen et J.-P. Snappe, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 10 décembre 2003 et parvenue au greffe le 11 décembre 2003, l'a.s.b.l. Inter-Environnement Wallonie, dont le siège social est situé à 5000 Namur, boulevard du Nord 6, a introduit un recours en annulation des articles 3, 4 et 9 du décret de la Région wallonne du 15 mai 2003 « modifiant le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement » (publié au *Moniteur belge* du 11 juin 2003).

(...)

II. *En droit*

(...)

*Quant aux dispositions attaquées*

B.1. Le recours est dirigé contre les articles 3, 4 et 9 du décret de la Région wallonne du 15 mai 2003 modifiant le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

L'article 3 du décret dispose :

« A l'article 8 du même décret, modifié par le décret du 11 mars 1999 et le décret du 4 juillet 2002, les modifications suivantes sont apportées :

1. Le § 2 est remplacé par le texte suivant :

' § 2. Le Gouvernement arrête la liste des projets, qui, en raison de leur nature, de leurs dimensions ou de leur localisation, sont soumis à étude d'incidences sur l'environnement.

Lorsqu'il détermine les projets soumis à étude d'incidences, le Gouvernement tient compte des critères de sélection pertinents visés à l'annexe du présent décret. '

2. Le § 3 est remplacé par le texte suivant :

' § 3. Sont soumises à notice d'évaluation des incidences sur l'environnement :

1° les demandes de permis relatives à des projets non visés au § 2;

2° les demandes visées au § 2 qui répondent aux conditions visées au § 4, alinéa 1<sup>er</sup>;

3° les demandes de permis relatives à des projets visés au § 2 et qui répondent aux conditions visées à l'article 26, § 4, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets. '

3. Le § 4 est remplacé par le texte suivant :

' § 4. Lorsque la demande de permis répond aux prescriptions d'un plan d'aménagement ayant fait l'objet d'une étude d'incidences conformément aux articles 42 ou 50 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine, l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet du dossier de la demande la dispense de la réalisation d'une étude d'incidences soumise au présent décret pour autant que l'étude d'incidences préalable à l'adoption du plan comporte l'ensemble des informations qui seraient exigées pour l'étude d'incidences relative à la demande.

Lorsque les conditions de l'alinéa 1<sup>er</sup> ne sont pas remplies, l'étude d'incidences relative à la demande de permis peut être fondée notamment sur les renseignements utiles obtenus lors de l'étude ou des études d'incidences ou du rapport d'incidences environnementales effectués précédemment à l'occasion de l'adoption d'un plan de secteur, d'un plan communal d'aménagement, du schéma de développement de l'espace régional ou d'un schéma de structure communal. ' »

Quant à l'article 4 du décret, il prévoit :

« Un article 9*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

' Art. 9*bis*. Lorsqu'une demande de permis fait l'objet d'une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement, l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet du dossier de demande examine à cette occasion, au vu notamment de la notice et en tenant compte des critères de sélection pertinents visés à l'annexe du présent décret, si le projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement. Si elle constate que tel est le cas, elle en informe le demandeur en même temps qu'elle lui communique que le dossier est complet.

Elle en informe simultanément le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable en mentionnant que le dossier de demande de permis est à sa disposition et qu'à défaut d'avoir envoyé par lettre recommandée à la poste ou remis contre récépissé son avis dans les trente jours de la réception de l'information précitée, celui-ci est réputé favorable. ' »

Enfin, l'article 9 énonce :

« L'article 14 du même décret, modifié par le décret du 11 mars 1999 et le décret du 4 juillet 2002, est remplacé par le texte suivant :

' Art. 14. § 1<sup>er</sup>. Les demandes de permis qui font l'objet d'une étude d'incidences sont soumises à une enquête publique.

§ 2. Les demandes de permis qui font l'objet d'une notice d'évaluation des incidences sont soumises à une enquête publique :

1° lorsque l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet du dossier de demande constate, conformément à l'article 9*bis*, que le projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement;

2° dans les autres cas, lorsque la législation qui y est applicable l'impose.

§ 3. Les enquêtes publiques visées aux §§ 1<sup>er</sup> et 2, respectent au minimum les principes suivants :

1° le dossier de demande de permis, le résumé non technique, la notice d'évaluation ou l'étude d'incidences sont rendus publics;

2° la durée de l'enquête publique est de quinze jours pour les projets soumis à notice d'évaluation et de trente jours pour les projets soumis à étude d'incidences;

3° le délai d'enquête publique est suspendu du 16 juillet au 15 août.

Le Gouvernement peut prévoir, pour les projets soumis à évaluation des incidences, des règles d'enquête publique complémentaires aux règles d'enquête publique prévues par d'autres lois, décrets ou arrêtés.

Le Gouvernement peut prévoir des règles suivant lesquelles l'enquête publique est organisée, à défaut pour l'autorité chargée de l'organisation de cette enquête de satisfaire à ses obligations. ' »

#### *Quant à l'intérêt de la partie requérante*

B.2.1. Le Gouvernement wallon conteste l'intérêt à agir de l'a.s.b.l. requérante qui ne serait pas affectée dans sa situation de manière directe et défavorable par les dispositions attaquées. Il ne serait, en effet, pas démontré qu'en prévoyant deux procédures distinctes de participation du citoyen à l'évaluation des incidences sur l'environnement, les dispositions en cause constitueraient une atteinte à la protection de l'environnement.

B.2.2. Lorsqu'une association sans but lucratif se prévaut d'un intérêt collectif, il est requis que son objet social soit d'une nature particulière et, dès lors, distinct de l'intérêt général; que l'intérêt collectif ne soit pas limité aux intérêts individuels des membres; que la norme entreprise soit susceptible d'affecter l'objet social; enfin, qu'il n'apparaisse pas que l'objet social ne soit pas ou plus réellement poursuivi.

B.2.3. D'après l'article 4 de ses statuts, publiés au *Moniteur belge* du 3 octobre 2002, l'a.s.b.l. Inter-Environnement Wallonie « a pour objet la défense de l'intégrité et de la diversité des environnements et la promotion d'un milieu de vie de qualité; elle est, en outre habilitée par ses membres à défendre leurs intérêts dans tout litige mettant en jeu la qualité de l'environnement et le développement durable au niveau local, régional, fédéral, européen et international ».

L'article 7 desdits statuts prévoit que les membres effectifs d'Inter-Environnement Wallonie sont des associations et des personnes physiques mandatées par un groupement de personnes physiques, qui exercent tout ou partie de leurs activités en Wallonie et dont l'action concourt à la réalisation de son objet social.

Les articles 3, 4 et 9 du décret attaqué modifient plusieurs dispositions du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne. Une distinction est désormais opérée, parmi les projets qui pourraient avoir des incidences notables sur l'environnement, entre les projets visés par la liste fermée établie par le Gouvernement et qui doivent faire l'objet d'une étude d'incidences et ceux qui ne sont pas visés par cette liste et doivent faire l'objet d'une notice d'évaluation.

Selon la partie requérante, les personnes concernées par un projet qui pourrait avoir des incidences notables sur l'environnement, mais qui n'est pas repris dans la liste fermée, se verraient ainsi privées des garanties procédurales importantes que sont la consultation préalable du public, l'intervention d'un auteur d'étude agréé indépendant et impartial et, enfin, une enquête publique plus longue que celle prévue dans le cadre d'un projet soumis à notice.

B.2.4. Les dispositions en cause, qui organisent des procédures différentes d'évaluation des incidences sur l'environnement, ne sont pas étrangères à l'objet social que poursuit l'association requérante. En prévoyant que des projets qui peuvent avoir des incidences notables sur l'environnement seront soumis à des procédures différentes, le décret en cause pourrait avoir une incidence directe et défavorable sur le droit à un environnement de qualité défendu par l'a.s.b.l. requérante et reconnu à toute personne si la Cour venait à constater que l'une de ces procédures offre, sans justification raisonnable, des garanties procédurales moindres à une catégorie de citoyens.

B.3. Une telle constatation suppose que soient examinés la portée des dispositions entreprises et les effets qu'elles peuvent avoir. L'examen de la recevabilité du recours introduit par l'association requérante se confond avec l'examen du fond.

#### *Quant au fond*

B.4. L'a.s.b.l. requérante prend un moyen unique de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus isolément ou conjointement avec son article 23 et avec les articles 1<sup>er</sup> à 6 de la Directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, et de la violation de l'article 23 de la Constitution.

Dans une première branche du moyen, il est reproché à l'article 3 du décret du 15 mai 2003 de prescrire l'élaboration, par le Gouvernement, d'une liste fermée de projets soumis à études d'incidences sur l'environnement en raison de leur risque d'incidences notables sur l'environnement, tandis que l'article 4 du même décret prévoit que les projets non repris dans la liste fermée mais qui pourraient eux aussi avoir une incidence notable sur l'environnement seront soumis à une procédure d'information complémentaire dont les modalités diffèrent de celles de l'étude d'incidences.

Il est soutenu, dans une seconde branche du moyen, qu'en renonçant à des garanties essentielles de la protection de l'environnement, le législateur décrétal aurait également porté atteinte à l'effet de *standstill* qui découle de l'article 23 de la Constitution et qui interdit les régressions dans la protection juridique de l'environnement.

B.5.1. En adoptant les dispositions litigieuses, le législateur décretaal wallon entendait régler le cas des projets soumis à notice et « susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement », pour mettre le système en conformité avec le droit communautaire (*Doc.*, Parlement wallon, 2002-2003, n° 469/1, pp. 2 et 3). Il s'agissait de réorganiser la distribution des projets soumis à évaluation en deux catégories seulement :

« la première qui regroupe ceux qui sont soumis à étude parce qu'ils sont ' susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement ' et la seconde qui comprend les autres, c'est à dire ceux qui sont soumis à notice. »

Il était précisé :

« Les projets de la première catégorie sont toujours soumis aux consultations et à l'enquête publique.

Pour que le système applicable aux projets relevant de la seconde catégorie soit conforme à la directive, il faut prévoir que lorsque ces projets sont ' susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement ', ils sont soumis aux consultations et à l'enquête publique. » (*ibid.*, pp. 3-4)

B.5.2. L'article 8, § 2, du décret du 11 septembre 1985, modifié par l'article 3 du décret attaqué, charge le Gouvernement d'arrêter la liste des projets qui doivent être soumis à étude d'incidences. Le législateur précise que, pour ce faire, « le Gouvernement tient compte des critères de sélection pertinents visés à l'annexe du décret ».

Quant aux projets qui font l'objet d'une notice d'évaluation, l'article 9*bis* du décret du 11 septembre 1985, inséré par l'article 4 du décret entrepris, prévoit que l'autorité compétente est chargée d'examiner si le projet peut avoir des incidences notables sur l'environnement, en tenant compte, elle aussi, des critères de sélection pertinents visés à l'annexe du décret. Si l'autorité constate que tel est le cas, elle invite le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable à remettre un avis dans les trente jours et soumet le projet à enquête publique.

Trois critères, qui sont conformes à ceux qui sont inscrits à l'annexe III de la directive précitée, sont fixés par l'annexe au décret pour déterminer l'incidence des projets sur l'environnement.

Le premier critère concerne les caractéristiques des projets soumis à évaluation des incidences. Celles-ci concernent la dimension du projet, le cumul avec d'autres projets, l'utilisation des ressources naturelles, la production des déchets, la pollution et les nuisances ainsi que les risques d'accidents.

La localisation des projets, entendue comme la sensibilité environnementale des zones géographiques pouvant être affectées par le projet, l'occupation des sols existants, la richesse relative, la qualité et la capacité de régénération des ressources naturelles de la zone ainsi que la capacité de charge de l'environnement naturel constituent le deuxième critère.

Enfin, le troisième critère concerne l'impact potentiel du projet sur l'environnement, compte tenu de la zone géographique et de l'importance de la population affectée, de la nature transfrontière de l'impact, de son ampleur et de sa complexité, de sa probabilité et, enfin, de la durée, la fréquence et la réversibilité de l'impact.

B.5.3. Le système d'évaluation des incidences de projets sur l'environnement est décrit au titre II du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, modifié par décret du 15 mai 2003.

L'article 9, §§ 1<sup>er</sup> et 2, du décret habilite le Gouvernement à arrêter les formes et le contenu minimum de la notice d'évaluation et de l'étude d'incidences. Un contenu minimum commun aux deux procédures est défini au paragraphe 3 de la disposition précitée.

En ce qui concerne la procédure proprement dite, il ressort de la combinaison de l'article 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, et de l'article 11 du décret que les personnes physiques ou morales chargées d'effectuer des études d'incidences sur l'environnement réalisent une étude scientifique et doivent être agréées par le Gouvernement, selon les critères et une procédure que celui-ci détermine. La notice est réalisée par l'auteur du projet lui-même, tel que cela ressort de sa définition même, à l'article 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, du décret du 11 septembre 1985, ainsi que de l'annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne.

B.5.4. Deux autres éléments différencient la procédure d'étude de celle de la notice.

Ainsi, tandis qu'une phase de consultation du public est réalisée avant l'introduction de la demande de permis pour les projets qui font l'objet d'une étude d'incidences, afin « de mettre en évidence les points particuliers qui pourraient être abordés dans l'étude d'incidences et de présenter des alternatives pouvant raisonnablement être envisagées par l'auteur du projet afin qu'il en soit tenu compte lors de la réalisation de l'étude d'incidences » (article 12 du décret), une telle consultation est absente de la procédure de notice d'évaluation.

Enfin, si les demandes de permis doivent faire l'objet d'une enquête publique, que ce soit d'office, lorsqu'il s'agit d'un projet repris dans la liste fermée du Gouvernement, ou à la demande de l'autorité administrative lorsque celle-ci considère que le projet non repris dans la liste peut avoir des incidences notables sur l'environnement, la durée de l'enquête diffère en fonction des procédures. L'article 14, § 3, 2<sup>o</sup>, du décret prévoit, en effet, que la durée de l'enquête publique est de quinze jours pour les projets soumis à notice d'évaluation et de trente jours pour les projets soumis à étude d'incidences.

B.5.5. Si le législateur décretaal wallon a entendu se conformer au droit européen en soumettant à une enquête publique tous les projets susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, il n'a pas invoqué de raison justifiant que, lorsque le caractère notable de ces incidences est constaté, les projets soient soumis à des procédures d'évaluation à ce point différentes selon qu'ils sont, ou non, repris dans la liste établie par le Gouvernement dans son arrêté du 4 juillet 2002.

Si l'impossibilité d'établir une liste exhaustive des projets qui doivent d'office être soumis à étude d'incidences peut être admise dans son principe (*Doc.*, Parlement wallon, 2002-2003, n°s 435/2 et 469/5, p. 5, et C.R.I., 2002-2003, n° 28, p. 88), le législateur décretaal a méconnu le principe d'égalité en établissant deux catégories de procédures dont l'une ne comporte pas des garanties de consultation et d'impartialité suffisantes.

B.6. Le moyen est fondé en sa première branche.

B.7. Dès lors que le moyen, en sa seconde branche, ne pourrait mener à une annulation plus étendue, il ne doit pas être examiné par la Cour.

B.8. Pour éviter l'insécurité juridique qui naîtrait du caractère rétroactif de l'annulation, notamment à l'égard des personnes qui ont introduit une demande de permis en se fiant à la réglementation critiquée, et afin de permettre au législateur décentralisé d'adopter une nouvelle réglementation, il convient, en application de l'article 8, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, de maintenir les effets des dispositions annulées jusqu'au 31 décembre 2005.

Par ces motifs,

la Cour

- annule les articles 3, 4 et 9 du décret de la Région wallonne du 15 mai 2003 « modifiant le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement »;

- maintient les effets des dispositions annulées jusqu'au 31 décembre 2005.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 19 janvier 2005.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux.

Le président,

M. Melchior.

## ARBITRAGEHOF

[2005/200142]

### Uittreksel uit arrest nr. 11/2005 van 19 januari 2005

Rolnummer 2871

*In zake*: het beroep tot vernietiging van de artikelen 3, 4 en 9 van het decreet van het Waalse Gewest van 15 mei 2003 « houdende wijziging van het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de milieueffectbeoordeling in het Waalse Gewest, het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning », ingesteld door de v.z.w. Inter-Environnement Wallonie.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en A. Arts, en de rechters P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen en J.-P. Snappe, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior, wijst na beraad het volgende arrest :

#### I. Onderwerp van het beroep en rechtspleging

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 10 december 2003 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 11 december 2003, heeft de v.z.w. Inter-Environnement Wallonie, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 5000 Namen, boulevard du Nord 6, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 3, 4 en 9 van het decreet van het Waalse Gewest van 15 mei 2003 « houdende wijziging van het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de milieueffectbeoordeling in het Waalse Gewest, het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 11 juni 2003).

(...)

#### II. In rechte

(...)

#### Wat de bestreden bepalingen betreft

B.1. Het beroep is gericht tegen de artikelen 3, 4 en 9 van het decreet van het Waalse Gewest van 15 mei 2003 houdende wijziging van het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de milieueffectbeoordeling in het Waalse Gewest, het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Artikel 3 van het decreet bepaalt :

« Artikel 8 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 11 maart 1999 en het decreet van 4 juli 2002, wordt gewijzigd als volgt :

1. § 2 wordt vervangen als volgt :

' § 2. De Regering bepaalt de lijst van de projecten die vanwege hun aard, omvang of lokalisatie aan een milieueffectonderzoek [lees : milieueffectrapport] onderworpen moeten worden.

Bij de bepaling van de aan een milieueffectonderzoek [lees : milieueffectrapportering] te onderwerpen projecten, houdt de Regering rekening met de relevante selectiecriteria bedoeld in de bijlage bij dit decreet.'

2. § 3 wordt vervangen als volgt :

' § 3. De volgende aanvragen worden onderworpen aan een milieueffectrapportering [lees : evaluatienota] :

1° de vergunningsaanvragen betreffende projecten die niet vermeld worden in § 2;

2° de in § 2 bedoelde aanvragen die voldoen aan de voorwaarden vermeld in § 4, eerste lid;

3° de vergunningsaanvragen betreffende projecten die vermeld worden in § 2 en die voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 26, § 4, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen.'

3. § 4 wordt vervangen als volgt :

' § 4. Als de vergunningsaanvraag voldoet aan de voorschriften van een plan van aanleg dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een effectonderzoek [lees : milieueffectrapportering] overeenkomstig de artikelen 42 of 50 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, eist de overheid die nagaat of het aanvraagdossier volledig is, geen effectonderzoek [lees : milieueffectrapport] overeenkomstig dit decreet voorzover het effectonderzoek [lees : milieueffectrapport] voorafgaand aan de goedkeuring van het plan de vereiste gegevens bevat. Als niet voldaan wordt aan de voorwaarden van het eerste lid, kan het effectonderzoek [lees : milieueffectrapport] betreffende de vergunningsaanvraag uitgaan van de nuttige gegevens die ingezameld werden bij het (de) effectonderzoek(en) [lees : het of de milieueffectrapport(en)] of de effectrapportering uitgevoerd vóór de goedkeuring van een plan van aanleg, een gemeentelijk plan van aanleg, een gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan of een gemeentelijk structuurplan.' »

Artikel 4 van het decreet bepaalt het volgende :

« In hetzelfde decreet wordt een artikel *9bis* ingevoegd, luidend als volgt :

' Art. *9bis*. Als een vergunningsaanvraag het voorwerp uitmaakt van een milieueffectrapportering [lees : evaluatienota], onderzoekt de overheid die nagaat of het aanvraagdossier volledig is, op grond van die rapportering [lees : nota] en rekening houdende met de relevante selectiecriteria bedoeld in de bijlage bij dit decreet of het project aanzienlijke milieueffecten kan hebben. Als ze vaststelt dat zulks het geval is, geeft ze de aanvrager kennis daarvan wanneer ze hem meedeelt dat het dossier volledig is.

Tegelijkertijd geeft ze de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" kennis daarvan en laat ze hem weten dat hij inzage kan nemen van het aanvraagdossier en dat zijn advies als gunstig wordt beschouwd als het niet binnen dertig dagen na ontvangst van de kennisgeving bij ter post aangetekend schrijven of tegen ontvangstbewijs toegezonden wordt. ' »

Artikel 9, ten slotte, luidt als volgt :

« Artikel 14 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 11 maart 1999 en het decreet van 4 juli 2002, wordt vervangen als volgt :

' Art. 14. § 1. De vergunningsaanvragen waarvoor een effectonderzoek [lees : milieueffectrapport] wordt geëist, worden aan een openbaar onderzoek onderworpen.

§ 2. De vergunningsaanvragen waarvoor een milieueffectrapportering [lees : evaluatienota] wordt geëist, worden aan een openbaar onderzoek onderworpen :

1° als de overheid die nagaat of het aanvraagdossier volledig is, overeenkomstig artikel *9bis* vaststelt dat het project aanzienlijke milieueffecten kan hebben;

2° in de andere gevallen, als de desbetreffende wetgeving het oplegt.

§ 3. Bij het uitvoeren van de openbare onderzoeken bedoeld in de §§ 1 en 2 worden hoe dan ook de volgende principes in acht genomen :

1° het dossier van de vergunningsaanvraag, de niet-technische samenvatting, de milieueffectrapportering [lees : evaluatienota] of het effectonderzoek [lees : milieueffectrapport] wordt openbaar gemaakt;

2° het openbaar onderzoek duurt vijftien dagen voor projecten onderworpen aan een effectrapportering [lees : evaluatienota] en dertig dagen voor projecten onderworpen aan een effectonderzoek [lees : milieueffectrapport];

3° het openbaar onderzoek wordt opgeschort tussen 16 juli en 15 augustus.

Voor de aan een milieueffectrapport onderworpen projecten kan de Regering, naast de bij andere wetten, decreten of besluiten bepaalde regels betreffende een openbaar onderzoek, bijkomende regels opleggen.

De Regering kan regels voor de organisatie van het openbaar onderzoek opleggen als de overheid die voor de organisatie instaat, haar verplichtingen niet nakomt. ' »

*Wat het belang van de verzoekende partij betreft*

B.2.1. De Waalse Regering betwist het belang van de verzoekende v.z.w. om in rechte te reden omdat zij door de bestreden bepalingen niet rechtstreeks en ongunstig in haar situatie zou worden geraakt. Er zou immers niet zijn aangetoond dat de in het geding zijnde bepalingen, doordat zij voorzien in twee verschillende procedures voor deelname van de burger aan de milieueffectbeoordeling, zouden raken aan de bescherming van het leefmilieu.

B.2.2. Wanneer een vereniging zonder winstoogmerk zich op een collectief belang beroept, is vereist dat haar maatschappelijk doel van bijzondere aard is en, derhalve, onderscheiden van het algemeen belang; dat het collectief belang niet tot de individuele belangen van de leden is beperkt; dat het maatschappelijk doel door de bestreden norm kan worden geraakt; dat ten slotte niet blijkt dat het maatschappelijk doel niet of niet meer werkelijk wordt nagestreefd.

B.2.3. Volgens artikel 4 van haar statuten, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 3 oktober 2002, heeft de v.z.w. Inter-Environnement Wallonie « tot doel de integriteit en diversiteit van het leefmilieu te beschermen en een leefmilieu van hoge kwaliteit te bevorderen; bovendien wordt zij door haar leden gemachtigd hun belangen te verdedigen in elk geschil waarbij de kwaliteit van het leefmilieu en de duurzame ontwikkeling op lokaal, gewestelijk, federaal, Europees en internationaal niveau in gevaar zijn ».

Artikel 7 van die statuten bepaalt dat de effectieve leden van « Inter-Environnement Wallonie » verenigingen zijn en natuurlijke personen die gemachtigd zijn door een groepering van natuurlijke personen, die hun activiteiten volledig of gedeeltelijk in Wallonië uitoefenen en waarvan de werking bijdraagt tot de verwezenlijking van haar maatschappelijk doel.

Bij de artikelen 3, 4 en 9 van het bestreden decreet worden verschillende bepalingen gewijzigd van het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de milieueffectbeoordeling in het Waalse Gewest. Wat de projecten betreft die aanzienlijke milieueffecten zouden kunnen hebben, wordt voortaan een onderscheid gemaakt tussen de projecten bedoeld in de door de Regering vastgestelde gesloten lijst, die aan een milieueffectrapport moeten worden onderworpen, en de projecten die niet in die lijst zijn vermeld en die moeten worden onderworpen aan een evaluatienota.

Volgens de verzoekende partij zouden de personen die betrokken zijn bij een project dat aanzienlijke milieueffecten zou kunnen hebben maar dat niet is opgenomen in de gesloten lijst, op die manier belangrijke procedurele waarborgen verliezen, met name de voorafgaande raadpleging van de bevolking, het optreden van een erkend studie bureau dat onafhankelijk en onpartijdig is en, ten slotte, een openbaar onderzoek dat langer duurt dan het openbaar onderzoek waarin is voorzien in het kader van een project dat onderworpen is aan een nota.

B.2.4. De in het geding zijnde bepalingen, waarbij verschillende procedures voor milieueffectbeoordeling worden geregeld, staan niet los van het maatschappelijk doel van de verzoekende vereniging. Door te bepalen dat projecten die aanzienlijke milieueffecten kunnen hebben, aan verschillende procedures zullen worden onderworpen, zou het in het geding zijnde decreet een rechtstreekse en ongunstige weerslag kunnen hebben op het recht op een leefmilieu van hoge kwaliteit dat door de verzoekende v.z.w. wordt verdedigd en aan eenieder wordt toegekend indien het Hof zou vaststellen dat één van die procedures, zonder redelijke verantwoording, geringere procedurele waarborgen biedt aan een categorie van burgers.

B.3. Voor zulk een vaststelling dienen de draagwijdte van de aangevochten bepalingen en de gevolgen die zij kunnen hebben te worden onderzocht. Het onderzoek van de ontvankelijkheid van het beroep dat de verzoekende vereniging heeft ingesteld, valt samen met het onderzoek ten gronde.

*Ten gronde*

B.4. De verzoekende v.z.w. leidt één enkel middel af uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 23 ervan, en met de artikelen 1 tot 6 van de Richtlijn 85/337/EEG betreffende de milieueffectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten, en uit de schending van artikel 23 van de Grondwet.

In een eerste onderdeel van het middel wordt kritiek geleverd op het feit dat artikel 3 van het decreet van 15 mei 2003 voorschrijft dat de Regering een gesloten lijst van projecten opstelt die, doordat zij aanzienlijke milieueffecten kunnen hebben, aan een milieueffectrapportering onderworpen zijn, terwijl artikel 4 van hetzelfde decreet bepaalt dat de projecten die niet in de gesloten lijst zijn opgenomen maar die eveneens aanzienlijke gevolgen zouden kunnen hebben voor het leefmilieu, aan een procedure voor bijkomende gegevens worden onderworpen, waarvan de nadere regels verschillen van die van het milieueffectrapport.

In een tweede onderdeel van het middel wordt aangevoerd dat de decreetgever, door te verzaken aan essentiële waarborgen inzake bescherming van het leefmilieu, eveneens zou hebben geraakt aan het *standstill*-effect dat voortvloeit uit artikel 23 van de Grondwet en dat elke achteruitgang op het gebied van rechtsbescherming van het leefmilieu verbiedt.

B.5.1. Met de in het geding zijnde bepalingen wilde de Waalse decreetgever een regeling treffen voor de projecten die onderworpen zijn aan een evaluatienota en « die aanzienlijke milieueffecten kunnen hebben », om het systeem in overeenstemming te brengen met het gemeenschapsrecht (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2002-2003, nr. 469/1, pp. 2 en 3). Het was de bedoeling de projecten die moeten worden beoordeeld, in slechts twee categorieën onder te brengen :

« de eerste categorie groepeert de projecten die aan een milieueffectrapport zijn onderworpen omdat zij ' aanzienlijke milieueffecten kunnen hebben ' ; de tweede categorie omvat de andere projecten, namelijk de projecten die aan een evaluatienota zijn onderworpen. »

Die indeling werd als volgt verduidelijkt :

« De projecten van de eerste categorie worden steeds aan raadplegingen en aan een openbaar onderzoek onderworpen.

Opdat het systeem dat geldt voor de projecten van de tweede categorie met de richtlijn zou overeenstemmen, moet worden bepaald dat, wanneer die projecten ' aanzienlijke milieueffecten kunnen hebben ' , zij aan raadplegingen en aan een openbaar onderzoek worden onderworpen » (*ibid.*, pp. 3-4).

B.5.2. Bij artikel 8, § 2, van het decreet van 11 september 1985, gewijzigd bij artikel 3 van het bestreden decreet, wordt de Regering belast met het bepalen van de lijst van de projecten die aan een milieueffectrapportering moeten worden onderworpen. De wetgever preciseert dat « de Regering [daartoe] rekening houdt met de relevante selectiecriteria bedoeld in de bijlage bij dit decreet ».

Wat betreft de projecten die het voorwerp zijn van een evaluatienota, bepaalt artikel 9*bis* van het decreet van 11 september 1985, ingevoegd bij artikel 4 van het bestreden decreet, dat de bevoegde overheid ermee belast is te onderzoeken of het project aanzienlijke milieueffecten kan hebben en daarbij eveneens rekening houdt met de relevante selectiecriteria bedoeld in de bijlage bij het decreet. Indien de overheid vaststelt dat zulks het geval is, verzoekt zij de « Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable » binnen de dertig dagen een advies uit te brengen, en onderwerpt zij het project aan een openbaar onderzoek.

Om de milieueffecten van de projecten te bepalen, zijn in de bijlage bij het decreet drie criteria vastgelegd die overeenstemmen met de criteria van bijlage III van de voormelde richtlijn.

Het eerste criterium heeft betrekking op de kenmerken van de projecten die aan een milieueffectbeoordeling onderworpen zijn. Die kenmerken hebben betrekking op de omvang van het project, de cumulatie met andere projecten, het gebruik van natuurlijke hulpbronnen, de afvalproductie, de verontreiniging, de hinder en het gevaar voor ongevallen.

De lokalisatie van de projecten, dit wil zeggen de ecologische gevoeligheid van de geografische zones waar het project schade zou kunnen veroorzaken, het gebruik van de bestaande gronden, de relatieve rijkdom, de kwaliteit en het regeneratievermogen van de natuurlijke hulpbronnen van de zone alsook de ecologische draagkracht van het natuurlijke milieu vormen het tweede criterium.

Het derde criterium betreft ten slotte de potentiële impact van het project op het leefmilieu, rekening houdend met de geografische zone en het aantal betrokken inwoners, de grensoverschrijdende aard van de impact, de omvang, de complexiteit en de waarschijnlijkheid ervan en, ten slotte, de duur, de frequentie en de omkeerbaarheid van de impact.

B.5.3. Het systeem voor de beoordeling van de milieueffecten van projecten is beschreven in titel II van het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de milieueffectbeoordeling in het Waalse Gewest, gewijzigd bij het decreet van 15 mei 2003.

Bij artikel 9, §§ 1 en 2, van het decreet wordt de Regering gemachtigd de vorm en de minimale inhoud te bepalen van de evaluatienota en van het milieueffectrapport. Een voor beide procedures gemeenschappelijke minimuminhoud ligt vast in § 3 van de voormelde bepaling.

Wat de eigenlijke procedure betreft, blijkt uit de combinatie van artikel 1, 6°, en artikel 11 van het decreet dat de natuurlijke personen of rechtspersonen die belast zijn met het opstellen van de milieueffectrapporten, een wetenschappelijk onderzoek uitvoeren en door de Regering moeten worden erkend, volgens de criteria en een procedure die zij vaststelt. De nota wordt opgesteld door de auteur van het project zelf, zoals blijkt uit de definitie ervan in artikel 1, 5°, van het decreet van 11 september 1985 en uit de bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 houdende organisatie van de milieueffectbeoordeling in het Waalse Gewest.

B.5.4. Twee andere elementen onderscheiden de procedure van het milieueffectrapport van die van de evaluatienota.

Terwijl, voor de projecten die aan een milieueffectrapport onderworpen zijn, de bevolking wordt geraadpleegd vóór de indiening van de vergunningsaanvraag, « om te wijzen op specifieke punten die zouden kunnen worden aangesneden in het effectonderzoek, en om alternatieven voor te leggen die de auteur van het project redelijkerwijs in overweging zou kunnen nemen bij de uitvoering van het effectonderzoek » (artikel 12 van het decreet), ontbreekt zulk een raadpleging in de procedure van de evaluatienota.

Indien ten slotte de vergunningsaanvragen aan een openbaar onderzoek moeten worden onderworpen, ongeacht of dat ambtshalve gebeurt wanneer het gaat om een project dat is opgenomen in de gesloten lijst van de Regering, dan wel op verzoek van de administratieve overheid wanneer die van mening is dat het project dat niet in de lijst is opgenomen aanzienlijke milieueffecten kan hebben, verschilt de duur van het openbaar onderzoek naar gelang van de procedure. Artikel 14, § 3, 2°, van het decreet bepaalt immers dat het openbaar onderzoek vijftien dagen duurt voor projecten onderworpen aan een evaluatienota en dertig dagen voor projecten onderworpen aan een milieueffectrapport.

B.5.5. Ook al heeft de Waalse decreetgever zich willen conformeren aan het Europees recht door alle projecten die aanzienlijke milieueffecten kunnen hebben aan een openbaar onderzoek te onderwerpen, toch heeft hij geen reden aangevoerd ter verantwoording van het feit dat, wanneer wordt vastgesteld dat die milieueffecten aanzienlijk zijn, de projecten aan dermate verschillende beoordelingsprocedures worden onderworpen naargelang zij al dan niet zijn opgenomen in de lijst die de Regering heeft vastgesteld in haar besluit van 4 juli 2002.

Hoewel in principe kan worden aangenomen dat het onmogelijk is een exhaustieve lijst op te stellen van de projecten die ambtshalve aan een milieueffectrapport moeten worden onderworpen (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2002-2003, nrs. 435/2 en 469/5, p. 5, en *Hand.* 2002-2003, nr. 28, p. 88), heeft de decreetgever het gelijkheidsbeginsel geschonden door twee categorieën van procedures vast te stellen waarvan één onvoldoende waarborgen biedt op het vlak van raadpleging en onpartijdigheid.

B.6. Het eerste onderdeel van het middel is gegrond.

B.7. Aangezien het tweede onderdeel van het middel niet tot een ruimere vernietiging kan leiden, dient het niet door het Hof te worden onderzocht.

B.8. Om de rechtsonzekerheid die kan voortvloeien uit de terugwerking van de vernietiging, te vermijden, meer bepaald voor de personen die op grond van de bekritiseerde reglementering een vergunningsaanvraag hebben ingediend, en om de decreetgever in staat te stellen een nieuwe reglementering aan te nemen, dienen, met toepassing van artikel 8, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, de gevolgen van de vernietigde bepalingen te worden gehandhaafd tot 31 december 2005.

Om die redenen,  
het Hof

- vernietigt de artikelen 3, 4 en 9 van het decreet van het Waalse Gewest van 15 mei 2003 « houdende wijziging van het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de milieueffectbeoordeling in het Waalse Gewest, het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning »;

- handhaaft de gevolgen van de vernietigde bepalingen tot 31 december 2005.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 19 januari 2005.

De griffier,  
P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,  
M. Melchior.

## SCHIEDSHOF

[2005/200142]

### Auszug aus dem Urteil Nr. 11/2005 vom 19. Januar 2005

Geschäftsverzeichnisnummer 2871

*In Sachen:* Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 3, 4 und 9 des Dekrets der Wallonischen Region vom 15. Mai 2003 «zur Abänderung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region, des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle und des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung», erhoben von der VoG Inter-Environnement Wallonie.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und A. Arts, und den Richtern P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen und J.-P. Snappe, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

#### I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 10. Dezember 2003 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 11. Dezember 2003 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die VoG Inter-Environnement Wallonie, mit Vereinigungssitz in 5000 Namur, boulevard du Nord 6, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 3, 4 und 9 des Dekrets der Wallonischen Region vom 15. Mai 2003 «zur Abänderung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region, des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle und des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung» (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 11. Juni 2003).

(...)

#### II. In rechtlicher Beziehung

(...)

#### In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen

B.1. Die Klage richtet sich gegen die Artikel 3, 4 und 9 des Dekrets der Wallonischen Region vom 15. Mai 2003 zur Abänderung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region, des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle und des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung.

Artikel 3 des Dekrets bestimmt:

«In Artikel 8 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 11. März 1999 [und das Dekret vom 4. Juli 2002] werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1. Der § 2 wird durch folgenden Text ersetzt:

' § 2. Die Regierung verabschiedet die Liste der Projekte, die wegen ihrer Art, ihres Umfangs oder ihres Standorts einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegen.

Wenn die Regierung die Projekte bestimmt, die einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegen, berücksichtigt sie die in der Anlage des vorliegenden Dekrets erwähnten relevanten Auswahlkriterien.

2. Der § 3 wird durch folgenden Text ersetzt:

' § 3. Folgende Anträge werden einer Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit unterzogen:

1° die Genehmigungsanträge bezüglich Projekten, die nicht in § 2 erwähnt werden;

2° die in § 2 erwähnten Anträge, die den in § 4 Absatz 1 erwähnten Bedingungen entsprechen;

3° die Genehmigungsanträge bezüglich in Paragraph 2 erwähnten Projekten, die den in Artikel 26 § 4 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten Bedingungen entsprechen.'

3. Der § 4 wird durch folgenden Text ersetzt:

' § 4. Wenn der Genehmigungsantrag den Vorschriften eines Raumordnungsplans entspricht, der gemäß den Artikeln 42 und 50 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterzogen wurde, stellt die mit der Beurteilung der Vollständigkeit der Antragsakte beauftragte Behörde den Antrag von der Durchführung einer dem vorliegenden Dekret unterworfenen Umweltverträglichkeitsprüfung frei, insofern die der Verabschiedung des Plans vorhergehende Umweltverträglichkeitsprüfung die gesamten Informationen enthält, die für eine Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich des Antrags erforderlich würden.

Wenn die Bedingungen des Absatzes 1 nicht erfüllt sind, kann die Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich des Genehmigungsantrags sich insbesondere auf die zweckmäßigen Auskünfte stützen, die im Laufe der Umweltverträglichkeitsprüfung(en) oder des Umweltverträglichkeitsberichts gesammelt wurden, die/der zuvor anlässlich der Verabschiedung eines Sektorenplans, eines kommunalen Raumordnungsplans, eines Entwicklungsplans des regionalen Raums oder eines kommunalen Strukturschemas durchgeführt wurden. »

Artikel 4 des Dekrets bestimmt:

«Ein Artikel 9bis mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Dekret eingefügt:

' Art. 9bis. Wenn ein Genehmigungsantrag Gegenstand einer Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit ist, überprüft die mit der Beurteilung der Vollständigkeit der Antragsakte beauftragte Behörde zu diesem Anlaß insbesondere angesichts der Notiz und unter Berücksichtigung der in der Anlage zum vorliegenden Dekret erwähnten relevanten Auswahlkriterien, ob das Projekt beachtliche Auswirkungen auf die Umwelt haben kann. Wenn sie feststellt, daß dies der Fall ist, setzt sie den Antragsteller gleichzeitig mit der Mitteilung der Vollständigkeit der Akte davon in Kenntnis.

Gleichzeitig informiert sie den ' Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable ' (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung) mit dem Vermerk, daß die Akte des Genehmigungsantrags ihm zur Verfügung steht und daß der Antrag als günstig angesehen wird, wenn dieser sein Gutachten nicht innerhalb von dreißig Tagen ab dem Erhalt der vorerwähnten Mitteilung bei der Post per Einschreiben aufgegeben oder gegen Empfangsbescheinigung ausgehändigt hat. »

Artikel 9 lautet schließlich folgendermaßen:

«Der Artikel 14 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 11. März 1999 und das Dekret vom 4. Juli 2002, wird durch folgenden Text ersetzt:

' Art. 14. § 1. Die Genehmigungsanträge, die Gegenstand einer Umweltverträglichkeitsprüfung sind, werden einer öffentlichen Untersuchung unterworfen.

§ 2. Die Genehmigungsanträge, die Gegenstand einer Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit sind, werden einer öffentlichen Untersuchung unterworfen:

1° wenn die mit der Beurteilung der Vollständigkeit der Antragsakte beauftragte Behörde feststellt, daß gemäß dem Artikel 9bis das Projekt beachtliche Auswirkungen auf die Umwelt haben kann;

2° in den anderen Fällen, wenn die darauf anwendbare Gesetzgebung es erfordert.

§ 3. Die in den §§ 1 und 2 erwähnten öffentlichen Untersuchungen beachten mindestens folgende Grundsätze:

1° die Akte des Genehmigungsantrags, die nichttechnische Zusammenfassung, die Bewertungsnotiz oder die Umweltverträglichkeitsprüfung werden veröffentlicht;

2° die Dauer der öffentlichen Untersuchung beträgt fünfzehn Tage für die einer Bewertungsnotiz unterliegenden Projekte und dreißig Tage für die einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegenden Projekte;

3° die Frist der öffentlichen Untersuchung wird zwischen dem 16. Juli und dem 15. August ausgesetzt.

Für die einer Umweltverträglichkeitsbewertung unterliegenden Projekte kann die Regierung Regeln für die öffentliche Untersuchung vorsehen, die die durch andere Gesetze, Dekrete oder Erlasse vorgesehenen Regeln ergänzen.

Die Regierung kann Regeln vorsehen, nach denen die öffentliche Untersuchung organisiert wird, wenn die mit der Organisation dieser Untersuchung beauftragte Behörde ihren Verpflichtungen nicht nachkommt. »

*In bezug auf das Interesse der klagenden Partei*

B.2.1. Die Wallonische Regierung stellt das Interesse der klagenden VoG an der Klageerhebung in Abrede, da diese durch die angefochtenen Bestimmungen nicht in ihrer Situation direkt und nachteilig betroffen sei. Es sei nämlich nicht bewiesen, daß die angefochtenen Bestimmungen, indem sie zwei unterschiedliche Verfahren zur Beteiligung der Bürger an der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt vorsähen, dem Umweltschutz Abbruch täten.

B.2.2. Wenn eine Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht sich auf ein kollektives Interesse beruft, ist es erforderlich, daß ihr Vereinigungszweck besonderer Art ist und sich daher vom allgemeinen Interesse unterscheidet, daß sich das kollektive Interesse nicht auf die individuellen Interessen der Mitglieder beschränkt, daß die angefochtene Rechtsnorm den Vereinigungszweck beeinträchtigen kann, und daß schließlich nicht ersichtlich wird, daß der Vereinigungszweck nicht oder nicht mehr tatsächlich erstrebt wird.

B.2.3. Gemäß Artikel 4 ihrer im *Belgischen Staatsblatt* vom 3. Oktober 2002 veröffentlichten Satzung verfolgt die VoG Inter-Environnement Wallonie «den Zweck, die Unversehrtheit und Verschiedenartigkeit der Umwelt zu verteidigen sowie ein Lebensumfeld von guter Qualität zu fördern; sie wird außerdem durch ihre Mitglieder dazu ermächtigt, deren Interessen in jeder Streitsache zu verteidigen, bei der die Qualität der Umwelt und die nachhaltige Entwicklung auf lokaler, regionaler, föderaler, europäischer und internationaler Ebene gefährdet ist».

Artikel 7 derselben Satzung sieht vor, daß die effektiven Mitglieder von «Inter-Environnement Wallonie» Vereinigungen und natürliche Personen mit einem Mandat von einer Gruppe natürlicher Personen sind, die ihre Tätigkeiten ganz oder teilweise in Wallonien ausüben und deren Arbeit zur Verwirklichung ihres Vereinigungszwecks beiträgt.

Die Artikel 3, 4 und 9 des angefochtenen Dekrets ändern verschiedene Bestimmungen des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region ab. Es wird nunmehr unter den Projekten, die möglicherweise erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt haben, zwischen den Projekten unterschieden, die in der von der Regierung erstellten abgeschlossenen Liste vorgesehen sind und Gegenstand einer Umweltverträglichkeitsprüfung sein müssen, und denjenigen, die nicht in dieser Liste vorgesehen sind und Gegenstand einer Bewertungsnotiz sein müssen.

Nach Darlegung der klagenden Partei würden den Personen, die von einem Projekt mit möglicherweise erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt, das jedoch nicht in der abgeschlossenen Liste angeführt sei, betroffen seien, somit bedeutende Verfahrensgarantien entzogen, nämlich die vorherige Befragung der Öffentlichkeit, die Beteiligung eines unabhängigen und unparteilichen Studienbüros und schließlich eine längere öffentliche Untersuchung als diejenige, die bei einem Projekt vorgesehen sei, das Gegenstand einer Bewertungsnotiz sei.

B.2.4. Die angefochtenen Bestimmungen, die unterschiedliche Verfahren zur Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt organisieren, sind dem Vereinigungszweck der klagenden Vereinigung nicht fremd. Indem das angefochtene Dekret vorsieht, daß Projekte mit möglicherweise erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt unterschiedlichen Verfahren unterliegen, kann es sich direkt und nachteilig auf das Recht auf eine Umwelt von guter Qualität auswirken, das die klagende VoG verteidigt und jeder Person zuerkannt wird, falls der Hof feststellen sollte, daß eines dieser Verfahren ohne vernünftige Rechtfertigung einer Kategorie von Bürgern geringere Verfahrensgarantien bietet.

B.3. Eine solche Feststellung setzt voraus, daß die Tragweite der angefochtenen Bestimmungen und ihre möglichen Auswirkungen geprüft werden. Die Prüfung der Zulässigkeit der von der klagenden Vereinigung eingereichten Klage deckt sich mit der Prüfung des Sache selbst.

#### Zur Hauptsache

B.4. Die klagende VoG leitet einen einzigen Klagegrund aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit deren Artikel 23 und mit den Artikeln 1 bis 6 der Richtlinie 85/337/EWG über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten, sowie aus dem Verstoß gegen Artikel 23 der Verfassung ab.

In einem ersten Teil des Klagegrunds wird bemängelt, daß Artikel 3 des Dekrets vom 15. Mai 2003 vorschreibe, daß die Regierung eine abgeschlossene Liste von Projekten ausarbeite, die wegen ihrer Gefahr der erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterlägen, während Artikel 4 desselben Dekrets vorsehe, daß die nicht in der abgeschlossenen Liste angeführten Projekte, die jedoch ebenfalls möglicherweise erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt haben, einem zusätzlichen Informationsverfahren unterlägen, dessen Modalitäten sich von denjenigen der Umweltverträglichkeitsprüfung unterscheiden.

In einem zweiten Teil des Klagegrunds wird angeführt, daß der Dekretgeber, indem er auf wesentliche Garantien des Umweltschutzes verzichte, ebenfalls die Stillhaltungswirkung verletzt habe, die sich aus Artikel 23 der Verfassung ergebe und die Rückschritte im rechtlichen Schutz der Umwelt verbiete.

B.5.1. Durch die Annahme der beanstandeten Bestimmungen beabsichtigte der wallonische Dekretgeber, den Fall der einer Bewertungsnotiz unterliegenden Projekte, die «möglicherweise erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt haben», zu regeln, um das System mit dem Gemeinschaftsrecht in Einklang zu bringen (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2002-2003, Nr. 469/1, SS. 2 und 3). Es galt, die Einteilung der einer Bewertung unterliegenden Projekte in nur zwei Kategorien neu zu organisieren:

«Die erste umfaßt diejenigen, die einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegen, weil sie ' möglicherweise erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt haben ' ; die zweite Kategorie umfaßt die anderen, die einer Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit unterliegen.»

Es wurde erläutert:

«Die Projekte der ersten Kategorie unterliegen immer den Befragungen und der öffentlichen Untersuchung.

Damit das auf die Projekte der zweiten Kategorie anwendbare System der Richtlinie entspricht, ist vorzusehen, daß diese Projekte, wenn sie ' möglicherweise erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt haben ', den Befragungen und der öffentlichen Untersuchung unterliegen.» (ebenda, SS. 3-4)

B.5.2. Artikel 8 § 2 des Dekrets vom 11. September 1985, der durch Artikel 3 des angefochtenen Dekrets abgeändert wurde, beauftragt die Regierung, die Liste der Projekte, die einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegen müssen, festzulegen. Der Dekretgeber erklärte hierzu, «die Regierung berücksichtigt die in der Anlage zum Dekret angeführten sachdienlichen Auswahlkriterien».

Was die Projekte betrifft, die Gegenstand einer Bewertungsnotiz sind, sieht der durch Artikel 4 des angefochtenen Dekrets eingefügte Artikel 9bis des Dekrets vom 11. September 1985 vor, daß die zuständige Behörde beauftragt ist zu prüfen, ob das Projekt möglicherweise erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt hat, wobei sie ebenfalls die in der Anlage zum Dekret angeführten sachdienlichen Auswahlkriterien berücksichtigt. Wenn die Behörde feststellt, daß dies der Fall ist, fordert sie den «Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable» (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung) auf, innerhalb von dreißig Tagen ein Gutachten abzugeben, und führt sie eine öffentliche Untersuchung bezüglich des Projektes durch.

Drei Kriterien, die denjenigen in Anhang III der obenerwähnten Richtlinie entsprechen, sind in der Anlage zum Dekret festgelegt, um die Umweltauswirkungen des Projektes zu bestimmen.

Das erste Kriterium betrifft die Merkmale der Projekte, die einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegen. Diese betreffen die Größe des Projektes, die Zusammenlegung mit anderen Projekten, die Verwendung natürlicher Ressourcen, die Erzeugung von Abfällen, die Umweltverschmutzung, die Belästigungen sowie die Unfallrisiken.

Der Standort der Projekte, das heißt die Umweltsensibilität der möglicherweise vom Projekt betroffenen geographischen Gebiete, die Belegung bestehender Flächen, die relative Vielfalt, die Qualität und Regenerationsfähigkeit der natürlichen Ressourcen des Gebietes sowie die Belastungsfähigkeit des natürlichen Umfeldes bilden das zweite Kriterium.

Das dritte Kriterium schließlich betrifft die möglichen Auswirkungen des Projektes auf die Umwelt unter Berücksichtigung des geographischen Gebietes und der Größe der betroffenen Bevölkerung, der grenzübergreifenden Beschaffenheit der Auswirkungen, deren Umfang und Vielschichtigkeit sowie deren Wahrscheinlichkeit und schließlich die Dauer, die Häufigkeit und die Umkehrbarkeit der Auswirkungen.

B.5.3. Das System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit der Projekte ist in Titel II des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region, das durch das Dekret vom 15. Mai 2003 abgeändert wurde, beschrieben.

Artikel 9 §§ 1 und 2 des Dekrets ermächtigt die Regierung, die Form und den Mindestinhalt der Bewertungsnotiz und der Umweltverträglichkeitsprüfung festzulegen. Ein beiden Verfahren gemeinsamer Mindestinhalt ist in § 3 der obenerwähnten Bestimmung beschrieben.

Hinsichtlich des eigentlichen Verfahrens geht aus der Verbindung von Artikel 1 Nr. 6 mit Artikel 11 des Dekrets hervor, daß die natürlichen oder juristischen Personen, die mit der Erstellung von Umweltverträglichkeitsprüfungen beauftragt sind, eine wissenschaftliche Untersuchung durchführen und von der Regierung anerkannt sein müssen, und zwar nach Kriterien und einem Verfahren, die diese festlegt. Die Bewertungsnotiz wird vom Projektautor selbst erstellt, wie aus seiner eigentlichen Definition in Artikel 1 Nr. 5 des Dekrets vom 11. September 1985 sowie der Anlage zum Erlaß der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Organisation der Bewertung der Umweltverträglichkeit in der Wallonischen Region hervorgeht.

B.5.4. Twee weitere Elemente unterscheiden das Verfahren der Umweltverträglichkeitsprüfung von demjenigen der Bewertungsnotiz.

Während eine Phase zur Befragung der Öffentlichkeit vor dem Einreichen des Antrags auf Genehmigung von Projekten, die Gegenstand einer Umweltverträglichkeitsprüfung sind, einzuhalten ist, und zwar mit dem Zweck, «die speziellen Punkte, die im Laufe der Umweltverträglichkeitsprüfung angeschnitten werden könnten, hervorzuheben und Alternativen zu unterbreiten, die berechtigterweise von dem Projektautor in Aussicht genommen werden können, damit diese im Laufe der Durchführung der Umweltverträglichkeitsprüfung berücksichtigt werden» (Artikel 12 des Dekrets), ist eine solche Befragung nämlich im Verfahren der Bewertungsnotiz nicht vorgesehen.

Die Anträge auf Genehmigung müssen zwar Gegenstand einer öffentlichen Untersuchung sein, sei es von Amts wegen, wenn es sich um ein in der abgeschlossenen Liste der Regierung vorgesehenes Projekt handelt, oder auf Antrag der Verwaltungsbehörde, wenn diese der Auffassung ist, daß ein nicht in der Liste angeführtes Projekt möglicherweise erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt hat, doch die Dauer der Untersuchung ist je nach Verfahren unterschiedlich. Artikel 14 § 3 Nr. 2 des Dekrets sieht nämlich vor, daß die Dauer der öffentlichen Untersuchung fünfzehn Tage beträgt für Projekte, die einer Bewertungsnotiz unterliegen, und dreißig Tage für Projekte, die einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegen.

B.5.5. Der wallonische Dekretgeber wollte zwar das europäische Recht einhalten, indem er alle Projekte, die möglicherweise erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt haben, einer öffentlichen Untersuchung unterzieht, doch er hat keinen Grund angeführt, um zu rechtfertigen, daß die Projekte, wenn festgestellt wird, daß ihre Auswirkungen auf die Umwelt erheblich sind, derart unterschiedlichen Bewertungsverfahren unterliegen, je nachdem, ob sie in der von der Regierung in ihrem Erlaß vom 4. Juli 2002 festgelegten Liste angeführt sind oder nicht.

Es kann zwar grundsätzlich angenommen werden, daß es unmöglich ist, eine erschöpfende Liste der Projekte aufzustellen, die von Amts wegen einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegen (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2002-2003, Nrn. 435/2 und 469/5, S. 5, und *Ausf. Ber.*, 2002-2003, Nr. 28, S. 88), doch der Dekretgeber hat den Gleichheitsgrundsatz mißachtet, indem er zwei Kategorien von Verfahren festgelegt hat, von denen eines keine ausreichenden Garantien hinsichtlich der Befragung und der Unparteilichkeit beinhaltet.

B.6. Der erste Teil des Klagegrunds ist begründet.

B.7. Da der zweite Teil des Klagegrunds nicht zu einer weitergehenden Nichtigerklärung führen kann, braucht er nicht vom Hof geprüft zu werden.

B.8. Damit die Rechtsunsicherheit vermieden wird, die sich aus der Rückwirkung der Nichtigerklärung ergeben würde, insbesondere für die Personen, die aufgrund der beanstandeten Regelung einen Genehmigungsantrag eingereicht haben, und damit der Dekretgeber in die Lage versetzt wird, eine neue Regelung anzunehmen, sind in Anwendung von Artikel 8 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen bis zum 31. Dezember 2005 aufrechtzuerhalten.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- erklärt die Artikel 3, 4 und 9 des Dekrets der Wallonischen Region vom 15. Mai 2003 «zur Abänderung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region, des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle und des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung» für nichtig;

- erhält die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen bis zum 31. Dezember 2005 aufrecht.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 19. Januar 2005.

Der Kanzler,  
P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,  
M. Melchior.

## ARBITRAGEHOF

[2005/200149]

### Uittreksel uit arrest nr. 14/2005 van 19 januari 2005

Rolnummer 2935

*In zake*: het beroep tot vernietiging van de artikelen 7, 8, 9 en 12 van het decreet van het Vlaamse Gewest van 4 juni 2003 houdende wijziging van het decreet van 18 mei 1999 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening, wat het handhavingsbeleid betreft, ingesteld door P. Vande Castele.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters A. Arts en M. Melchior, en de rechters A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke en J. Spreutels, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter A. Arts, wijst na beraad het volgende arrest:

#### I. Onderwerp van het beroep en rechtspleging

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 23 februari 2004 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 24 februari 2004, heeft P. Vande Castele, wonende te 2900 Schoten, Klamperdreef 7, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 7, 8, 9 en 12 van het decreet van het Vlaamse Gewest van 4 juni 2003 houdende wijziging van het decreet van 18 mei 1999 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening, wat het handhavingsbeleid betreft (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 22 augustus 2003).

(...)

Bij beschikking van 29 september 2004 heeft het Hof beslist dat de zaak niet in gereedheid kon worden verklaard vooraleer het hierna vermelde ambtshalve middel werd onderzocht en de partijen hun standpunt daarover te kennen konden geven in een uiterlijk op 20 oktober 2004 in te dienen aanvullende memorie:

« In het arrest nr. 136/2004 van 22 juli 2004 heeft het Hof geoordeeld:

' - Artikel 146, derde lid, van het decreet van het Vlaamse Gewest van 18 mei 1999 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening, zoals toegevoegd bij artikel 7 van het decreet van het Vlaamse Gewest van 4 juni 2003, schendt de artikelen 10, 11, 12 en 14 van de Grondwet.

- Artikel 149, § 1, van hetzelfde decreet, zoals vervangen bij artikel 8, 1<sup>o</sup>, van het decreet van het Vlaamse Gewest van 4 juni 2003, schendt de artikelen 10 en 11 van de Grondwet doordat het een verschil in behandeling doet ontstaan naargelang het bouw misdrijf vóór of na 1 mei 2000 is gepleegd.